

La Lettre

des élus communistes et apparentés

n°3 - Juillet-Août 2008

Conseil municipal du 30 juin 2008 de la ville de Vénissieux

+3 millions d'euros

Budget supplémentaire + recettes nouvelles = plus de 3 millions d'euros ! Ce solde positif, par rapport au budget primitif adopté, sera affecté majoritairement à la réduction du programme d'emprunt (85%), à des subventions diverses (8%), à des crédits de fonctionnement, mais aussi à des investissements pour le mobilier scolaire. Un résultat obtenu alors que la Ville a choisi de ne pas alourdir la politique fiscale et qu'à l'inverse les dotations de l'État dégringolent.

➤ Centre Roger Vailland : sortir de la crise !

Depuis la démission en bloc de son conseil d'administration en janvier 2008, le Centre Social Roger Vailland n'est plus en mesure d'assurer ses prestations. Agrément suspendu par la Caisse d'Allocations Familiales, désignation d'un administrateur provisoire par le Tribunal de Grande Instance : il est temps de sortir de l'impasse. A l'occasion du conseil municipal, Thierry Vignaud, adjoint chargé des centres sociaux, a réaffirmé « la volonté de la Ville et de la CAF de maintenir un équipement de cette nature sur le quartier à la condition d'une résolution structurelle et durable ». Par ailleurs, la municipalité recevra les familles des usagers de la crèche le 10 juillet en mairie pour faire le point sur la situation et évoquer le fonctionnement à partir du mois de septembre.

CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

DES CHIFFRES ENCOURAGEANTS ET DES ZONES D'OMBRE

Si la lecture globale des données sur la délinquance à Vénissieux pour les cinq premiers mois de l'année 2008 s'avère positive, elle ne saurait masquer quelques points noirs auxquels le groupe des élus communistes entend bien s'attaquer. Sur le terrain de l'insécurité, l'heure n'est pas à l'autosatisfaction mais au travail concerté, affiné et... partagé!

Oui, ces chiffres-là sont encourageants. Lors du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) qui s'est tenu le 30 juin dernier, les élus communistes et apparentés ont bien noté la baisse de la délinquance générale de 7% à Vénissieux pour les cinq premiers mois 2008 par rapport à 2007 (-4% pour la délinquance de proximité). Ils ont également entendu que le nombre de véhicules incendiés sur la commune a chuté de 28%, que la part des mineurs impliqués dans les délits diminue, que les actes de vandalisme sur les bâtiments communaux sont revenus à un taux comparable à celui des années 90. Alors oui, ces chiffres-là sont encourageants et sont le fruit de la politique menée par la municipalité depuis bien des années (création du TOP, caméras de vidéo-protection). Oui mais... trois fois mais !

Efforts conjugués

«Pour les véhicules incendiés, nous sommes malgré tout à un niveau toujours aussi inacceptable ! », a martelé André Gerin. Difficile effectivement de se réjouir de cette moyenne : en 2007 par exemple, 347 véhicules ont été incendiés à Vénissieux, soit un par jour ! C'est trop, insupportablement trop. L'installation du système de vidéo-protection a sécurisé les zones qui entrent

dans le champ des caméras, mais a fait glisser dans le même temps la délinquance vers les espaces hors champ. C'est contre cet effet de report, contre la création de zone grise que les élus veulent apporter des solutions concrètes. Par une analyse qualitative sur la circulation entre les espaces filmés, par un engagement sur le terrain de tous les acteurs concernés (Etat, police nationale et municipale, bailleurs sociaux, éducation nationale) et, pourquoi pas, par une aide financière sur la prévention situationnelle dans le cadre de l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain.

Autre hiatus : le problème - car c'en est un - des quads et minimoto. Le groupe soutient la municipalité dans sa demande d'opérations conjuguées entre la police municipale et la police nationale dans le parc des Minguettes. Primo : pour éviter que l'irréparable ne survienne. Deuzio : pour redonner le parc aux familles et enfants qui y jouent tranquillement. Les réponses des représentants de l'Etat à ce sujet en ont laissé plus d'un dubitatif.

Enfin, et les élus communistes et apparentés y sont très sensibles, le manque de structures d'accueil et d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales devient insupportable. Tout comme le désengagement de la DDASS, donc de l'Etat, qui a supprimé la subvention versée à l'association FIL. En matière d'insécurité, de délits et violences, il s'agit bien, avant de se réjouir, de remettre cent fois sur le métier son ouvrage !

Edito

L'Europe des méga-cités se dessine, les grands centres d'échanges économiques agissent comme les piliers politiques du marché européen. Les états et les nations perdent de leur influence dans la vision européenne du libéralisme économique au profit des Régions et des grandes métropoles marchandes, à l'image du Grand Lyon. Et les habitants dans tout ça ? A l'évidence, le rapport de la population avec le « gouvernement » du Grand Lyon, entre ses représentants politiques et une technostructure intouchable, s'est détérioré. Cette supra-communalité dont on pourrait espérer une nouvelle solidarité intercommunale, une répartition égale dans la gestion d'agglomération, de nouvelles relations avec la population, doit être reconsidérée dans ses pratiques politiques et techniques. Le groupe soutient activement l'initiative du maire pour plus de transparence dans l'usage des impôts locaux, la répartition des investissements et des moyens de fonctionnement; plus de concertation avec une conférence trimestrielle des maires et de l'exécutif du Grand Lyon; et enfin pour qu'un véritable plan de mandat communautaire soit soumis à toute la population pour la fin 2008. André Gerin a proposé de conduire une délégation du Bureau Municipal auprès du Président Collomb. Nous l'approuvons car les enjeux de l'agglomération ne sauraient échapper aux vénissiens et aux habitants qui la composent.

Henri Thivillier
Président du groupe des élus communistes et apparentés

// Dossier

Ce projet-là va modifier en profondeur et pour des décennies l'aménagement de l'agglomération lyonnaise. Les élus communistes et apparentés ne s'opposent pas au principe de contournement du fret ferroviaire (CFAL), ni à celui du développement durable, mais ils refusent que les tracés envisagés affectent les zones fortement peuplées de l'Est lyonnais. Le point sur la question du CFAL avec l'interview de Yolande Peytavin, première adjointe. Un chiffre à ne pas oublier pour finir : le contournement fret, c'est en prévision un train toutes les 5 minutes ! En termes de développement économique, d'emplois et d'équilibre écologique, les enjeux sont bien colossaux.

« Le CFAL ne doit pas impacter les zones fortement peuplées ! »

INTERVIEW DE YOLANDE PEYTAVIN



Pour quelles raisons défendez-vous un tracé du CFAL le long

de la ligne TGV existante ?

➔ **Yolande Peytavin :**

«Le transport des marchandises, des produits manufacturés, des matières premières et des énergies est naturellement essentiel pour une agglomération comme la nôtre, qui produit et qui consomme. Il faut faire en sorte que les 40% des trafics internationaux ou transnationaux qui transitent par le nœud de communications lyonnais impactent le moins possible les populations traversées et dans ce sens, les élus communistes et apparentés, et d'autres d'ailleurs, exigent que le tracé le long de la ligne à

grande vitesse (celle du TGV) soit aménagée. Nous doutons à cet égard que les coûts de cette solution, incluant non seulement les travaux de la ligne mais aussi ceux annexes que ces ouvrages nécessitent, soient au bout du compte plus onéreux que l'Etat et RFF veulent bien le dire. Ensuite se pose la question de l'approvisionnement incontournable de l'agglomération et de la région urbaine de Lyon. Les communistes depuis plusieurs années interpellent les présidents du Grand Lyon et de la Région Rhône Alpes pour qu'un débat public ouvert soit engagé avec les populations, les entreprises, les collectivités, les forces politiques et sociales.»

Le choix de tel ou tel tracé ne risque-t-il pas de créer

des déséquilibres profonds aussi bien au niveau économique que dans les bassins d'emplois ?

➔ **Yolande Peytavin :**

«L'activité économique, les productions industrielles, l'emploi productif, les déplacements des salariés, les modes de consommation sont au cœur du futur de l'agglomération et on ne peut raisonner seulement en termes d'exclusion de telle ou telle activité de notre vie collective d'agglomération. Pour



➤ Des structures d'accueil pour la petite enfance

A Vénissieux, comme dans les grandes villes, cet enjeu-là est capital : accroître les capacités d'accueil du jeune enfant et apporter une réponse à la demande de garde et de socialisation pour les enfants du quartier. Soutenue par les élus communistes et apparentés, la re-localisation de l'Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant Viviani dans un des nouveaux bâtiments de la société Alliéde apporte une réponse concrète en faisant passer la capacité d'accueil de 8 à 24 places. Ouverture de l'établissement : 2010.

➤ Cimade, l'accompagnement sur le terrain des étrangers

On ne parle pas ici de quotas, mais d'intégration, de lutte contre les discriminations. Pour les élus du groupe, l'étranger n'est pas paria, c'est un homme ou une femme que la République doit accueillir, aider, intégrer. A ce titre, le groupe local Cimade distille un travail précieux en sensibilisant les personnes concernées sur l'accès à leurs droits et leurs devoirs, et en les conseillant dans leurs démarches. Une mission de proximité précieuse qui justifie la convention signée entre la Ville et la Cimade !

nous, l'industrie de la chimie, lourde et fine, l'industrie métallurgique et automobile ne doivent pas quitter l'agglomération et les salariés ne doivent pas, en plus, avoir à payer les frais de délocalisations ou d'éloignements des lieux du travail.

Dans le même sens, la question de la gare de triage de Sibelin doit être abordée aussi avec les syndicats du rail et les organisations du transport. Encore une fois, nous ne voulons pas de ces politiques de gribouilles et de mesquinerie. Notre agglomération mérite une vraie politique de grands travaux d'aménagement du territoire.»

Le CFAL est un enjeu majeur qui changera le visage de l'agglomération lyonnaise pour ces prochaines décennies. Fait-il l'objet d'un débat ouvert, à la hauteur du projet ?

→ **Yolande Peytavin :**

«La priorité des priorités est le contournement de l'agglomération réalisé d'un seul tenant du nord au sud et longeant la ligne à grande vitesse jusqu'à une localisation d'échanges des modes de transports entre le rail, le fleuve et l'autoroute pour détourner tout le trafic qui n'a rien à faire avec l'économie lyonnaise ou rhône-alpine. Ensuite, il faut ouvrir un débat local et public sur

les approvisionnements et les échanges économiques de l'agglomération lyonnaise pour partager avec les populations, habitants et travailleurs, les enjeux environnementaux, économiques, sociaux qui les concernent. De même, les lignes TER ou RER futures présentent aussi un enjeu de fond pour tous ceux qui se déplacent pour travailler, et la qualité des gares, des fréquences et des horaires doit s'inclure dans les choix sur l'organisation ferroviaire de l'agglomération. Nous sommes conscients qu'il y a aussi un intérêt majeur à voir aboutir la ligne TGV Lyon-Turin, l'autoroute ferroviaire et la ligne transalpine fret.

La question environnementale n'est-elle pas reléguée au second plan ?

→ **Yolande Peytavin :**

La protection des secteurs traversés, qu'ils soient habités ou naturels, est fondamentale, tant sur le plan des nuisances phoniques, sonores, des risques technologiques que sur le plan environnemental et écologique. Nous soutenons d'avance un projet de réunion exceptionnelle des conseils municipaux associés dans PARFER, comme nous suggérons d'une part un débat public à l'échelle de la région urbaine de Lyon, voire de la Région

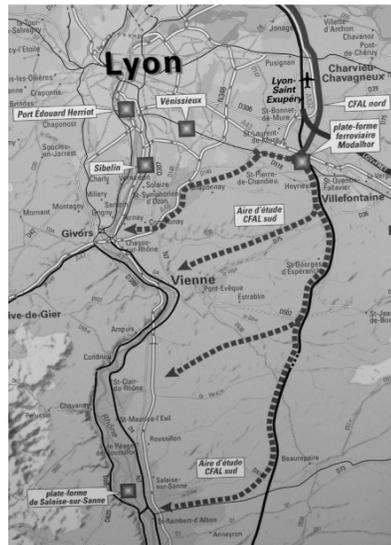
Le CFAL en chiffres

- en fonction des tracés choisis, pas moins de 300.000 habitants pourraient être touchés par le CFAL

- les prévisions de trafic tablent sur une moyenne de 300 trains par jour, soit un train toutes les 5 minutes

- des risques environnementaux certains puisque le CFAL pourrait traverser une zone qui fournit 70% des réserves d'eau de l'agglomération lyonnaise

Rhône Alpes, et un référendum populaire auprès des populations du Nord-Est, de l'Est et du Sud-Est de Lyon. En tout état de cause, les décisions du CFAL ne peuvent être prises d'autorité sous quelque prétexte que ce soit et nous serons la voix des populations à cet égard.



Sur ce document de la ville (source Orgeco), on visualise mieux les différentes hypothèses envisagées pour la mise en place du Contournement Fret de l'Agglomération Lyonnaise.

L'une des options défendues par le groupe des élus communistes et apparentés, et par de nombreux autres élus, correspond au trait en pointillés situé tout en bas du plan ci-contre. Ce tracé irait de la plate-forme de Salaise-sur-Sanne et longerait la ligne TGV existante pour rejoindre la plate-forme ferroviaire Modalhor.

Il aurait l'avantage de contourner l'agglomération lyonnaise sans impacter les zones densément peuplées tout en respectant également les équilibres écologiques.

➤ Vestiaires et tribunes Laurent Gerin: les travaux commencent

C'est un beau complexe sportif qui prend forme au stade Laurent Gerin. Après la réalisation d'un terrain de jeu synthétique, les terrains de rugby et de foot à 7, c'est au tour des vestiaires et tribunes dédiés à l'ovalie de sortir de terre. Moyennant une rallonge budgétaire de 80 000€, liée au choix de l'option vidéosurveillance et de l'accès des handicapés aux tribunes grâce à un ascenseur, le bureau municipal a validé le coût global de l'opération. Début des travaux dès ce mois de juillet. Livraison prévue des tribunes et vestiaires : en mai 2009.

➤ Ligne T4 : tout est sur les rails

C'est un moment qui fera date dans l'histoire de la ligne T4. Lundi 24 juin, en face du futur pôle hospitalier «Les portes du Sud», le Maire a procédé à la soudure du dernier rail du tramway. Un travail mené de main de maître sur ce chantier de plus de 10 km, dont il faut rappeler que le premier rail a été soudé il y a un an par Yolande Peytavin (3400 ont été nécessaires pour relier le Jet d'eau aux Portes du sud !). Lors de cette « soudure » symbolique, André Gerin a rappelé que les Vénissiens, malgré les désagréments occasionnés, « sont fiers de cette ligne T4 dont on sent déjà les effets bénéfiques, notamment pour la valorisation du patrimoine ». Mise en service commerciale du T4 comme prévu en avril 2009.

PIERRE ALAIN MILLET :

« Pour un véritable développement de l'Est Lyonnais ! »

Nul ne s'oppose à un futur grand stade dans l'agglomération lyonnaise. Mais pas à n'importe quel prix ! Son implantation prévue à Décines va, une nouvelle fois, remettre en cause l'aménagement des territoires de l'Est Lyonnais. A l'exception du groupe socialiste qui s'est abstenu, toutes les composantes du conseil municipal ont adopté l'avis réservé de Vénissieux relatif au PLU présenté par le Grand Lyon. Extraits de l'intervention et explications de Pierre-Alain Millet, adjoint à l'environnement.

Une somme de questions... sans réponses

« Il est imprudent de croire que le projet du Grand Stade n'affectera que les riverains de l'enceinte sportive ou ceux de la rocade Est. Toute l'agglomération lyonnaise sera concernée. A ce jour, les questions primordiales qu'ont posées à maintes reprises les élus vénissiens sont mises sous le boisseau. Quid de l'approvisionnement de l'agglomération, du trafic poids lourds les soirs de match sur un axe déjà saturé, de la desserte intra-circulaire de l'Est Lyonnais par la ligne A8 bouclant les RER, les trams T4, T2, LEA, les métros A et D. Quid de la réalisation de bout en bout du BUE, franchissant les fractures ferroviaires de la ligne SNCF Lyon-Chambéry, trop d'enjeux capitaux sont renvoyés aux calendes grecques par ce PLU ! »

Des déséquilibres à tous les niveaux

« Nous regrettons qu'à cette occasion le Grand Lyon n'ait pas fait le choix de proposer un véritable aménagement du territoire qui profiterait aussi aux habitants et aux acteurs économiques de l'Est Lyonnais. Au contraire, nous ne voyons qu'embarras de circulations - l'engorgement de la rocade Est provoquera des reports de trafics importants sur le BUE et le Bd L. Bonnefoy -, des dépenses considérables à charge du contribuable grand lyonnais pour le seul bénéfice du Grand Stade et des déséquilibres flagrants dans le secteur du commerce - d'un côté un hypermarché Leclerc à côté du Grand Stade, de l'autre le potentiel d'un pôle commercial majeur avec l'espace du Puisoz et la grande surface Carrefour desservis par le métro et le tramway laissé en suspens -. Nous voyons

également une remise en cause des choix de préservation des espaces naturels ainsi qu'un discours incohérent au sujet de la trame verte puisque l'objectif d'un corridor vert, inscrit au PADD, n'est plus crédible en raison du verrou infranchissable que formeront les installations et parkings du stade entre la rocade Est et Décines. »

Équité pour l'Est Lyonnais

« Les élus du groupe réclament une véritable équité dans le développement et l'aménagement des territoires de l'Est Lyonnais, qui prenne en compte les conditions réelles de vie des habitants, que ce soit à l'égard du Grand Stade, du contournement fret ferroviaire, du développement des transports voyageurs SNCF et SYTRAL pour l'optimisation du rôle de la gare inter-modale de Vénissieux, d'un BUE non plus fractionné en multiples tronçons mais complet de Vénissieux jusqu'à Vaulx-en-Velin... »

Fort de café !

C'est André Gerin qui a conclu le débat relatif au PLU du Grand Lyon. « Avec le bureau municipal, il n'a jamais été question d'adopter une attitude d'opposition purement négative », a-t-il affirmé en préambule pour expliquer l'avis réservé adopté par le bureau municipal. Y a-t-il, à travers ce projet, un schéma directeur cohérent pour l'agglomération lyonnaise dans son ensemble ? C'est là que réside le cœur du débat pour André Gerin et sa réponse est claire et nette : « On nous demande un avis sur la révision du PLU, mais c'est un peu fort de café ! Ça fait des années qu'on explique que le Boulevard Urbain Est est un levier essentiel pour le développement économique du secteur. Or depuis 5 ans, on a gagné 400 mètres ! Le Président de la Courly devrait regarder tous ces problèmes de près et je souhaite des retours positifs au terme des discussions qui vont s'engager ! ».

Cinéma de proximité :

PÉRIL EN LA DEMEURE !

L'avenir des salles de proximité et l'accès à la culture pour tous font désormais l'objet d'attaques systématiques de la part des majors de l'industrie du cinéma. Lorsque Yolande Peytavin, première adjointe, a annoncé lors du dernier conseil municipal que UGC et le syndicat Uniciné avaient déposé deux requêtes contre l'extension du cinéma Gérard Philipe au Tribunal administratif, personne n'a été vraiment surpris. Le Méliès à Montreuil, le Comoedia à Lyon, Le Bijou à Noisy-le-Grand, et toujours, depuis quelques années, le même refrain de la part des grands groupes d'exploitation Pathé, MK2, UGC et consorts : les cinémas municipaux sont en situation « de concurrence déloyale ». Un comble, quand on sait que les recettes se partagent entre 1,9% pour les salles municipales, 6,7% pour les salles associatives et... 92% pour les salles privées ! Une hérésie quand on sait qu'en part de marché les salles municipales drainent un peu moins de 5 millions d'entrées contre 235 millions pour les grands groupes privés.



Sur ce dossier brûlant, le groupe des élus et la Ville demandent à l'Etat qu'il engage une vraie concertation entre les exploitants, le Centre National de la Cinématographie, les régions et municipalités. A l'heure du passage au numérique, l'appétit des grands groupes d'exploitation est sans limites alors que les systèmes de financement sont de plus en plus compliqués pour un cinéma indépendant : de sérieuses discussions s'imposent ! A moins de cautionner et de livrer le 7^{ème} art aux marchands du temple !